

## Concertation du 13 octobre

# Participerons-nous à cette mascarade ?

Le ministère de l'éducation nationale a décidé de lancer une vaste consultation sur le socle commun de connaissances, de compétences et de culture et sur le projet de programme de l'école maternelle. Cette consultation prendra la forme d'une demi-journée banalisée. Dans l'académie de Créteil, ce sera, le lundi 13 octobre, le matin. Lors de cette matinée, les enseignant-es devront réfléchir collectivement sur plusieurs axes prédéfinis et répondre individuellement à un questionnaire numérique sur le socle commun.



### **De qui se moque t-on ? Des enseignant-es ? des parents ? des élèves ?**

Le MEN demande aux enseignant-es de libérer les élèves une demi-journée un lundi matin, dans un contexte, où la reconquête du temps scolaire a servi d'alibi à l'obligation de récupération de jours déjà travaillés pour restituer aux élèves leurs 36 semaines d'enseignement mais également à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires.

Par ailleurs la continuité du service public qui sert de plus en plus d'excuses à la limitation des droits des personnels, ne semble, cette fois-ci, pas être au cœur des préoccupations de la hiérarchie !

Et on pourra sans doute compter sur cette même hiérarchie pour soutenir les enseignant-es qui, une fois de plus, seront en première ligne pour justifier cette décision aberrante et pour essayer la légitime colère des parents qui devront se débrouiller seuls pour faire garder leurs enfants ce matin là !

### **Une consultation pour servir la mise en œuvre de l'école libérale et managériale !**

Sur le fond, cette consultation, comme celles qui l'ont précédées (refondation, REP+ ...) n'est qu'un simulacre de démocratie, qui s'inscrit dans un cadre totalement pré-formaté dont la finalité n'a pour seul objet que d'afficher la caution des enseignant-es afin de légitimer des textes qui sont déjà écrits au sein du Conseil Supérieur des Programmes et désamorcer par avance les critiques qui lui seront faites.

D'ailleurs, dans sa lettre de présentation, le ministère le précise lui-même : « À l'issue de la consultation, une synthèse sera rendue publique et des modifications pourront être ap-

portées aux projets de texte initiaux ».

Les enseignant-es sont consulté-es mais les experts auront le dernier mot parce que sur le fond rien ne change. L'idée d'un socle commun est conservée.

Rebaptisé « socle commun de compétences, connaissances et culture », cette redéfinition du socle est opérée, en lien avec les changements sur les programmes dans lequel il va être intégré et les évaluations (le ministère est justement en train de lancer une vaste campagne sur cette question).

Cette harmonisation compétences/programmes/évaluation n'est rien d'autre qu'une rationalisation et un relifiting du système déjà en place. Elle vise à légitimer aux yeux des personnels la double contrainte des compétences et des programmes pour instaurer un « SMIC scolaire » et une vision minimale de l'éducation. On peut enfin s'inquiéter du fait que la généralisation de l'évaluation par compétences accentue cette transformation de l'école par les desiderata du patronat et de l'Union Européenne.

### **Pour Sud éducation, il n'est pas question de participer à cette mascarade !**

**Du temps de concertation, nous sommes pour, mais pas dans un cadre imposé, qui sert de caution à la mise en place d'une école libérale et managériale et qui de surcroît met les familles en difficulté.**

**Nous invitons les enseignant-es à se saisir de ce temps, pour se réunir et se concerter sur des sujets qu'ils auront choisis.**

**Nous invitons les enseignant-es à boycotter cette consultation dans les formes prévues, à ne pas y répondre et à ne pas faire remonter les demandes institutionnelles.**